

# Notes de lecture 15

mai 2013

Les « Notes de lecture » sont une publication apériodique.

## Le mystère français

*Hervé Le Bras, Emmanuel Todd*

(Seuil, La République des Idées, mars 2013, 309 pages, 17,90 €)

(notes de lecture de J-P Allétru)

*Les commentaires sont en italiques.*

Hervé Le Bras est démographe et historien, Emmanuel Todd historien et anthropologue. Le regard qu'ils posent sur la France tranche avec l'approche économiste, et nous permet de percevoir des permanences et des évolutions inattendues. Ils laissent quelquefois pointer leur perplexité (d'où le titre de leur ouvrage).

Grâce à une cartographie abondante, très fine et originale, ils passent notre pays au scanner, sous tous les angles : structures familiales, religion, éducation, place des femmes, démographie, activité économique, distribution de la richesse, chômage, comportements politiques... Au fil de l'ouvrage, on trouve maints sujets de réflexion.

En 1981, les auteurs, dans « L'Invention de la France », avaient montré que la vie politique, structurée au niveau conscient par des affrontements d'intérêts et de classes, était en réalité déterminée, dans les profondeurs de la Nation, par des traditions religieuses et familiales agissant à l'insu des acteurs.

Entre 1980 et 2010, la France a basculé dans l'âge postindustriel. Elle a davantage changé dans les trente années qui viennent de s'écouler que durant les trente années précédentes. Le discours purement économique sur les « Trente Piteuses », succédant aux « Trente Glorieuses », oublie cette accélération du progrès social. Les systèmes anthropologiques et religieux anciens n'ont pas disparu : au contraire, le changement social a été guidé par eux.

### L'accélération du changement social : 1980-2010

**Education.** « Jamais dans l'histoire la population française n'avait atteint un niveau [éducatif] aussi élevé. »

« Le monde éducatif des Trente Glorieuses avait l'allure d'une pyramide normale : une base large, avec 58 % de citoyens certes capables de lire, d'écrire et de compter, mais qui n'avaient pas obtenu plus que le certificat d'études ; au-dessus, un étage moyen de 29 % de formations intermédiaires ; enfin, une couche supérieure étroite de 13 % de titulaires du baccalauréat général ou plus. Nous sentons dans cette forme la virtualité d'un équilibre démocratique, dans lequel la force de domination d'une minorité de privilégiés, certes plus éduqués, est néanmoins contrebalancée par la masse considérable des citoyens qui ont bénéficié d'une instruction primaire. » Aujourd'hui, « chez les jeunes de l'âge postindustriel, cet équilibre est rompu : les éduqués supérieurs forment la majorité absolue, avec 49 % d'individus qui ont obtenu le bac ou plus, 38 % d'éduqués moyens, secondaires et techniques, et seulement 12 % de citoyens restés au stade de l'instruction primaire. Les masses éduquées sont en haut, la minorité des simples alphabétisés en bas : la pyramide repose sur sa pointe. »

Un tel renversement est lourd de conséquences. « A l'époque industrielle, la majorité alphabétisée de la société regardait vers le haut les éduqués supérieurs et contestait leurs privilèges. A l'époque postindustrielle, une majorité d'éduqués supérieurs et moyens regarde vers le bas ceux qui sont restés bloqués au stade de l'instruction primaire, pour les oublier dans le cas des premiers ou pour craindre de leur ressembler dans le cas des seconds. A la contestation succède l'indifférence ou la peur. Nous sommes ici fort près d'une explication simple du glissement du corps électoral de la gauche vers la droite ».

*[L'inversion de la stratification éducative est bien un phénomène majeur, qui soulève de nombreuses autres questions :*

*- Comment ne pas laisser au bord de la route les « laissés pour compte » de l'éducation ? Cela passe bien sûr par la lutte contre l'échec scolaire, mais aussi par une politique volontariste de l'emploi : création d'emplois publics d'intérêt général, partage du travail, réduction du temps de travail, maintien de la retraite à soixante ans ; mais aussi nécessité de repenser les critères de sélection, de recrutement, d'affectation à des emplois en associant les catégories professionnelles concernés aux jurys de recrutement, à la conception des épreuves des concours (et en leur donnant une voix prépondérante).*

*- Cette dernière proposition ne concerne pas d'ailleurs que les emplois subalternes : comment admettre que dans les entreprises privées, le pouvoir se transmette, comme jadis la noblesse, de père en fils ? Les postes de direction et d'encadrement devraient eux aussi être pourvus par un mécanisme d'élection (comme dans les coopératives).*

*- Comment faire participer les citoyens, mieux éduqués, aux décisions qui les concernent, sans se contenter d'une élection tous les quatre ou cinq ans ? Il faudrait instaurer, aux différents échelons administratifs, une véritable démocratie participative (avec planification démocratique), en associant le monde associatif. Et garantir le pluralisme des médias, et leur indépendance à l'égard du pouvoir politique et des puissances d'argent .]*

## Révolution des mœurs

6 % de naissances hors mariage en 1966, 54 % en 2010.

2,9 enfants par femme en 1966, 2 vers 2010. [*Remarque incidente : dans un monde fini, est-il raisonnable de poursuivre des politiques natalistes ?*].

27 % de participation à la messe dominicale en 1952, 4,5 % en 2006.

En 2009, les femmes ont un taux d'activité de 84 %, et obtiennent 57 % des baccalauréats généraux, 59 % des licences, 57 % des masters, 45 % des doctorats.

## Désindustrialisation

Les effectifs industriels sont passés de 25 % en 1969 à 12 % en 2010. Emplois externalisés, dispersion géographique, atomisation sociale, perte de conscience collective caractérisent le monde ouvrier.

## Une démographie qui traduit un optimisme inconscient

La fécondité relativement élevée (2 enfants par femme) n'évoque en rien une société ravagée par le doute existentiel (à comparer aux 1,4 enfants par femme en Allemagne, au Japon, en Italie ou en Espagne).

Le taux de suicides est passé de 25 par an pour 100 000 habitants avant 1914, à 15 pour 100 000 de 1950 à 1970, puis à 16,8 en 2008 (après être monté à 22,7 en 1985).

L'espérance de vie à 65 ans, qui était de 10 ans en 1800, a cru lentement jusqu'en 1974 (12 ans), pour s'accroître rapidement ensuite (16,5 ans en 2000 : gain de 4,5 ans en 26 ans).

La mortalité infantile a chuté de 52 enfants morts avant l'âge de 1 an pour 1000 naissances vivantes, en 1950, à 3,4 pour 1000 en 2011.

## Fondements anthropologiques et religieux

**Famille nucléaire et famille complexe.** Dans la grande majorité des cas, le ménage se réduit à un couple (parfois une personne seule) et ses enfants. En 1999, 0,57 % des ménages comprenaient encore plus d'une famille, au sens INSEE du couple avec ou sans enfants, ou d'adulte seul avec enfants. L'analyse de ces ménages complexes résiduels montre la permanence des cartes les plus anciennes. Elle fait apparaître l'Occitanie et l'Alsace-Lorraine, les deux grandes régions de famille souche, ce système à héritier unique qui associait les générations dans une ferme ou une échoppe, et à un moindre degré la Savoie. A l'inverse, dans l'Ouest –Bretagne et Vendée, la proportion de ménages complexes tombe à 0,1 %, ce qui illustre une véritable phobie de la cohabitation des générations.

**Habitat groupé en villages ou dispersé en hameaux.** Le type d'habitat est lié au modèle familial : l'habitat groupé, corrélé au partage égalitaire entre descendants, signifie que la forme nucléaire des ménages n'implique pas l'isolement des habitants, dont la liberté s'exprime à l'intérieur d'une communauté locale dense. La carte de l'habitat groupé de 1876 fait apparaître un net contraste entre le Nord, l'Est (hors Alsace-Lorraine) et le Bassin parisien, la façade méditerranéenne, et le reste du pays, d'habitat dispersé.

**Religion.** La Champagne, de famille nucléaire égalitaire, fut de bonne heure déchristianisée et républicaine ; la déchristianisation a suivi les voies de communication, vers le sud-est et le sud-ouest ; le Pays basque et l'Alsace, de famille souche, furent jusqu'à très récemment des piliers de l'Eglise catholique, mais aussi la Bretagne et la Vendée.

Dans les espaces centraux et méditerranéens du territoire national, une foi laïque a animé, de 1791 à 1965, les populations et les élites qui avaient « échappé » à l'Eglise. C'est le communisme qui a le mieux incarné cette force centrale, individualiste et égalitaire.

La complémentarité des deux forces apparaît pleinement sur une carte simplifiée représentant simultanément le vote communiste à la veille de sa chute en 1978, et son double négatif, la pratique religieuse catholique en 1965.

De même que l'Eglise catholique fut une couche protectrice capable d'encadrer les individus dans une phase de transformation éducative et économique accélérée, de même l'idéologie communiste a constitué, au-delà des apparences et de la lutte des classes, une véritable couche protectrice dans la France des années 1936-1981.

## La nouvelle inégalité culturelle

Dès la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans la France du Nord (au nord de la ligne Saint-Malo-Genève), la majorité de la population masculine savait lire. Il est donc normal de trouver dans le Bassin parisien, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, le centre de gravité de l'histoire de France. Les valeurs de liberté et d'égalité sont inscrites en profondeur dans des familles nucléaires qui encouragent la liberté des enfants et l'égalité dans la fratrie.

Avec le décollage de l'éducation secondaire, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, tout bascule. Vers 1970, au Nord, seule la région parisienne fait encore partie de la France des Lumières. L'ancienne France obscure, avec l'ensemble du Midi et la Bretagne, apparaît désormais en pointe (les écarts s'étageant entre 34 % et 15 % de bacheliers).

En 2010, les pourcentages de titulaires d'un bac général fluctuent selon les zones géographiques entre 30% et 54 %, les scores les plus élevés s'observant dans les villes universitaires. Les moins favorisées sur le plan éducatif correspondent aux régions les plus tôt déchristianisées, moins la façade méditerranéenne. Les régions où les

titulaires du bac général obtiennent le plus un diplôme d'enseignement supérieur correspondent aux régions du catholicisme tardif de 1960 ( Bretagne, Alsace, Savoie, ...). L'efficacité apparente du catholicisme est en fait l'effet même de son extinction. Le catholicisme tardif, opposé à la science comme à la liberté de l'individu, fut un facteur de résistance au progrès. L'effondrement de la croyance là où elle subsistait a libéré les énergies.

Les sans-diplômes représentent 12 % de la population en 2008, de 7 % dans le Finistère à 23 % dans la Seine-Saint-Denis. Ils sont plus nombreux dans le Bassin parisien, la façade méditerranéenne, l'Aquitaine ; et beaucoup moins nombreux en Bretagne, au Pays basque, en Savoie, au Sud-ouest du massif central. Triste ironie, nous retrouvons sur cette carte de la plus grande inégalité scolaire, dans le Bassin parisien et sur la Méditerranée, la trace des vieilles zones d'égalitarisme anthropologique, pays de villages groupés et d'égalité des enfants.

Les **classes moyennes techniques** (BEPC, BEP, bac professionnel ou technique) représentent 40 % des 25-39 ans. Géographiquement, cette population s'est séparée des classes moyennes supérieures (bac général et plus), comme l'illustre de façon saisissante la cartographie : rejetée sur la périphérie des zones urbaines, très minoritaire dans les zones urbanisées les plus vastes et les plus dynamiques sur le plan éducatif comme l'Île-de-France, la région Rhône-Alpes, l'Alsace, la façade méditerranéenne, la région toulousaine. Regardée de haut, ou plutôt perdue de vue par les éduqués supérieurs qui occupent l'espace urbain central, elle craint fortement d'être déclassée et de ressembler aux 12 % de sans-diplômes, ce qui se traduit politiquement par un glissement à droite.

« Une autre orientation reste possible, si les différents acteurs, confrontés aux difficultés économiques et à l'appauvrissement général, reprennent conscience de l'unité de la société, de son niveau éducatif élevé et de la solidarité qui pourrait exister entre éduqués supérieurs et éduqués techniques. Le regard porté vers les 10 % d'en bas pourrait redevenir fraternel au prix d'un effort moral minimal. La perception du comportement des 1% ou 0,01 % les plus riches pourrait devenir plus critique. »

En outre, vouloir adapter la population à une économie complètement tertiaisée, high-tech, est une absurdité, suggèrent les auteurs : il faut plutôt adapter l'économie à la population telle qu'elle est (en effet, la structure éducative ne change pas du jour au lendemain).

### **L'émancipation des femmes**

Vivons-nous le début d'une dérive matriarcale du système anthropologique, comme le suggère l'avance prise par les femmes pour l'obtention du baccalauréat et des diplômes universitaires ? Cette avance est inégale sur le territoire. Elle est freinée, dans le Nord et l'Est, par la résistance du monde industriel au féminisme. Elle est favorisée, au contraire, dans les zones restées le plus longtemps catholiques : Bretagne, Pyrénées occidentales, sud-est du Massif central et Alpes. Mais les hommes l'emportent toujours sur les femmes dans l'éducation technique, surtout dans les zones qui furent imprégnées de catholicisme. Et c'est dans ces zones qu'on trouve le plus fort pourcentage de femmes travaillant à temps partiel.

On ne trouve plus aucune relation entre religion et fécondité. En revanche, la France la plus féconde est celle de la famille nucléaire. Par ailleurs, la fécondité est plus élevée dans les communes rurales.

### **Vers la société postindustrielle, trop vite**

La marche vers une société postindustrielle a été accélérée, en France comme ailleurs, par l'ouverture des échanges. La très récente, et fragile, industrie française, largement issue des Trente glorieuses, s'est trouvée prise en tenaille. D'un côté, le travail spécialisé est délocalisé vers les pays à bas salaires ; de l'autre, le travail plus qualifié se concentre, depuis l'instauration de l'euro, dans l'espace germanique. Or, en l'absence d'une base industrielle minimale mais solide, une société postindustrielle risque fort de revenir au stade préindustriel.

La globalisation économique, supposée moderniser la France, n'a pour le moment réussi qu'à faire renaître l'opposition entre le Nord et le Midi, en éliminant de ce dernier l'essentiel de l'activité industrielle.

Les ouvriers ne représentent plus que 21 % de la population. Ils sont inégalement répartis sur le territoire, mais toujours loin des villes. Dans certaines zones géographiques, ils comptent encore plus de 30 % de la population active (frontière Nord-Est, Jura, Orne, Choletais, baie de Somme ; dans d'autres, ils ne sont plus que 18 % (Île de France, façade méditerranéenne, Bordeaux-Arcachon).

La relégation territoriale du prolétariat est un destin bien tragique pour la classe que Marx avait désignée comme agent principal de la transformation révolutionnaire. A moins justement que cette mise à l'écart ne représente le point d'aboutissement de deux siècles de luttes des classes et une absolue défaite du prolétariat. La « classe ouvrière » devient fort abstraite, brisée et répartie en îlots, distincts spatialement, et, au stade actuel, ethniquement.

Les artisans et commerçants représentent 6 % de la population active. Ils sont plus nombreux dans le Midi (jusqu'à 11 %) en pays de famille souche et de propriété paysanne, mais tout aussi éloignés des centres urbains que les ouvriers.

Les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 17,6 % de la population active, concentrés dans les grandes villes (24 % dans les centres). Le cadre supérieur bien payé est l'homme d'une génération qui vieillit,

sexagénaire souvent, quinquagénaire parfois encore. Les diplômés du supérieur des générations suivantes, beaucoup plus nombreux, doivent affronter l'écrasement des salaires et l'instabilité des emplois qui résultent, conformément à la théorie économique, du libre-échange. Les villes deviennent les lieux de concentration d'une nouvelle pauvreté éduquée.

79 % des ouvriers sont des hommes, 78 % des employés des femmes. Les employés représentent 28 % de la population active. Ils appartiennent pour un tiers au secteur public.

### **Inégalités économiques**

Avec la globalisation, les inégalités explosent, n'en déplaise aux économistes de l'OCDE, qui restent, comme ceux des banques, des mercenaires. Le monde des riches est inégalitaire. Les vrais gagnants sont bien sûr les 0,1 %, où nous retrouvons le monde des affaires, plus quelques chanteurs, acteurs et footballeurs, souvent issus de milieux modestes mais parfois transformés par l'inégalité des temps en feuilles de vigne de la classe capitaliste.

Jusqu'à 2000, la France était un pays parmi les plus égalitaires, juste derrière la Suède. Depuis, les classes supérieures (les 1%, mais plus encore les 0,1 %) ont réussi à se détacher de la masse, mais les classes moyennes supérieures y sont restées soudées. Nous voyons donc se recréer la configuration de classes qui avait conduit à la révolution de 1789, avec une aristocratie coupée, non pas seulement du peuple, mais surtout de cette strate moyenne supérieure dont dépend l'équilibre politique de la société. C'est cette distribution des forces qui a permis à François Hollande d'être élu en désignant les riches – implicitement les 1% ou les 0,1 % supérieurs – plutôt que les immigrés comme problème principal de la société française.

Justifiée par leur formidable talent de « créateurs de richesse », cette inégalité, comme ils voudraient le faire accroire ? Adam Smith, père fondateur de l'économie politique, croyait, lui, en l'égalité des hommes : « dans la réalité, la différence des talents naturels entre les individus est bien moindre que nous ne le croyons, et les aptitudes si différentes, qui semblent distinguer les hommes de diverses professions quand ils sont parvenus à la maturité de l'âge, n'est pas tant la cause que l'effet de la division du travail, en beaucoup de circonstances. La différence entre les hommes adonnés aux professions les plus opposées, entre un philosophe, par exemple, et un portefaix, semble provenir beaucoup moins de la nature que de l'habitude et de l'éducation. Quand ils étaient l'un et l'autre au commencement de leur carrière, dans les six ou huit premières années de leur vie, il y avait peut-être entre eux une telle ressemblance que leurs parents ou camarades n'y auraient remarqué de différence sensible. Vers cet âge ou bientôt après, ils ont commencé à être employés à des occupations fort différentes. Dès lors a commencé entre eux cette disparité qui s'est augmentée insensiblement, au point qu'aujourd'hui la vanité du philosophe consentirait à peine à reconnaître un seul point de ressemblance .»

L'inégalité qui se développe touche de plus en plus des zones de faible niveau éducatif (qui sont aussi des zones où le chômage des jeunes de 15 à 24 ans est particulièrement élevé), qui sont elles-mêmes souvent les zones anciennement déchristianisées de l'espace français. Il est particulièrement cruel de voir une montée spécifique de la pauvreté et donc de l'inégalité s'inscrire peu à peu dans ces régions, inversion tragique du message révolutionnaire, que celui-ci ait été républicain ou bolchevique. On aurait tort de sous-estimer l'effet dépressif sur la société française de l'effondrement de la croyance communiste.

Les riches vraiment riches, pour leur part, se concentrent bien sûr dans la région parisienne et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais aussi en Alsace et ...aux abords de la Suisse.

### **A droite tous**

Une France féroce divisée : c'est le sentiment que donne tout d'abord le résultat du second tour de l'élection présidentielle de 2012. Dans plusieurs régions, en particulier sur la frontière Est, Hollande ne recueille pas le tiers des suffrages exprimés, tandis que dans le Sud-Ouest et en Bretagne, il en obtient parfois plus des deux tiers. Ces contrastes masquent pourtant le sens d'un vote qui signe aussi la fin d'une guerre de plus de deux siècles entre la France laïque et la France cléricale. Le retour de la gauche au pouvoir résulte paradoxalement d'une droitisation du système politique français.

On observe cette droitisation dans la plupart des pays développés. Les causes ? Implosion de l'Union soviétique et discrédit du communisme ; mais aussi enrichissement des personnes âgées, dont le nombre s'accroît à cause de l'allongement de l'espérance de vie, nouvelle stratification éducative qui a fabriqué des sociétés où l'on craint surtout de ressembler à ceux du bas, atomisation individualiste qui mine la capacité d'action collective.

En France, la dérive de l'UMP vers l'extrême droite a libéré un espace au centre, vite envahi par un PS déjà renforcé par la récupération des électeurs d'un communisme et d'un gauchisme en pleine déliquescence.

Les zones de plus forts progrès de Hollande par rapport à Mitterrand ont été les bastions de la pratique religieuse (Bretagne et Ouest intérieur, Pays basque, Sud-Est du Massif central ; il ne manque que l'Alsace, la Lorraine, la Franche-Comté, et une partie de la région Rhône-Alpes : c'est la France des riches vraiment riches). Les régions

où Hollande a obtenu des scores nettement inférieurs à ceux de Mitterrand sont toutes des places fortes du FN : pourtour méditerranéen, vallée du Rhône, nord-est du bassin parisien, moyenne vallée de la Garonne.

La géographie du vote pour Jean-Luc Mélenchon ressemble à celle du vote Hollande du premier tour : les deux socialistes ne se partagent pas la France, ils représentent deux interprétations de la gauche socialiste plutôt qu'une extrême gauche dure s'opposant à une gauche socialiste molle.

En 2007, Sarkozy a récupéré près de 7 % des voix en provenance du FN, mais ses pertes sont considérables dans les régions catholiques : Bayrou bondit de 7,5 % en 2002 à 18 % en 2007. En 2012, Sarkozy veut rejouer la même partie qu'en 2007, mais l'électorat du FN, cette fois, ne suit pas. Et il ne récupère pas les voix démocrates-chrétiennes passées chez Bayrou.

Le parti socialiste trouve ses bastions les plus stables dans des régions comme le Midi-Pyrénées et la Bretagne, dont les structures anthropologiques profondes ne favorisent pas une croyance en l'égalité des frères et des hommes. La force de la gauche en zone idéologique non égalitaire et de la droite en zone égalitaire est un phénomène paradoxal, et peut-être pathologique.

Le FN exprime l'angoisse des pays de population groupée, où la vie collective a été vidée de son contenu (les centres commerciaux ont supplanté les petits commerces, les loisirs se prennent, grâce à l'automobile, de plus en plus loin du domicile). C'est aussi dans ces pays que la criminalité est plus développée, et que se sont préférentiellement implantés les immigrants. Le Pen père a capitalisé sur les thèmes de l'insécurité et de l'immigration. Marine Le Pen a impulsé un virage pour séduire les pauvres, les laissés-pour-compte. Le FN est devenu, économiquement et territorialement, le parti des dominés, de ces faibles qui ont été éloignés, par l'éducation autant que par le métier, des centres urbains de pouvoirs et de privilèges, et relégués vers les zones périurbaines et rurales. Mais son fonds culturel d'extrême droite – antiégalitaire, anticommuniste, antisémite et antiarabe – le met en contradiction avec le tempérament de son électorat populaire, guère éloigné quant à lui du vieux fond révolutionnaire français. Le FN pourrait donc connaître une chute plus rapide que celle du PCF, dont l'idéologie n'était pas, elle, en complète contradiction avec l'histoire de France.

L'absurdité d'une gestion économique qui a produit des destructions industrielles et des taux de chômage excessifs a radicalisé l'électorat populaire en mouvement vers la droite, surtout, paradoxalement, dans les vieilles régions individualistes égalitaires et laïques du bassin parisien, prédisposées par leur fond anthropologique à la contestation.

Le logiciel économique et monétaire simpliste de nos dirigeants les rend aveugles à l'existence d'une dynamique historique et sociale française spécifique, mouvement que l'on peut optimiser et adapter, mais non contredire et briser. Le règne de la « finance » ultralibérale n'exprime pas seulement la domination de l'argent, mais aussi celle d'une vision abstraite des hommes.

La France est éduquée, son Etat social n'est nullement désintégré. Le double catastrophisme, celui des libéraux qui s'en servent pour serrer toujours plus la vis et celui des antilibéraux qui se contentent d'imprécations est le résultat d'un méli-mélo politique au cours duquel la droite et la gauche ont en partie échangé leurs bases anthropologiques.

*On trouvera également dans ce très riche ouvrage une analyse des mouvements de population et de l'immigration (les différentes vagues d'immigration finissent par s'intégrer dans notre pays.*

*J'espère ne pas avoir trahi la pensée des auteurs, et que ces quelques notes inciteront à lire leur ouvrage.*